



S. Janou



GESTION URBAINE DE PROXIMITE

**Abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties
(TFPB) au service de la Gestion Urbaine de Proximité**

CADRE PARTENARIAL DE FLERS

L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE SERVICE RENDU AUX LOCATAIRES

TITRE 1 : Cadre législatif et objectifs

Depuis 2001, les bailleurs sociaux bénéficient d'un abattement de 30 % sur la base d'imposition de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) pour les logements situés en Quartier prioritaire de la Politique de la Ville (QPV), en contrepartie de la mise en œuvre d'actions contribuant à améliorer la qualité de services aux locataires.

Le Comité Interministériel des Villes du 19 Février 2013, puis le pacte signé entre l'Etat et l'Union Sociale pour l'Habitat le 8 juillet 2013, ont acté l'adaptation du dispositif d'abattement à la nouvelle géographie prioritaire de la politique de la ville.

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 et la loi de finances 2015 confirment le maintien de cette mesure et son intégration dans les Contrats de Ville.

Un régime transitoire a été défini pour l'année 2015. A compter de 2016 et jusqu'en 2023, la base d'imposition de la TFPB des logements locatifs sociaux situés en QPV fait l'objet d'un abattement de 30 %.

Cet abattement est subordonné à la signature par le bailleur social, du Contrat de Ville et d'un engagement à réaliser un programme, d'abord triennal (2016/2017/2018) puis bisannuel (2019/2020 et 2021/2022) et enfin annuel (2023), d'actions entreprises en contrepartie de l'abattement.

Cette mesure fiscale vise à favoriser le démarrage ou le renforcement d'actions concrètes au bénéfice des habitants des quartiers en géographie prioritaire.

POLITIQUE DE LA VILLE

CONTRAT DE VILLE

↳ Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV)

↳ Pilier renouvellement urbain et cadre de vie

↳ Gestion Urbaine de Proximité (GUP)

↳ Cadre partenarial (Convention d'utilisation) d'abattement TFPB

Les actions des bailleurs sociaux prises en compte dans le cadre de l'abattement de la TFPB font partie du programme d'actions réalisées dans le cadre de la GUP.

Il s'agit d'identifier ce qui relève du droit commun et ce qui relève de la mise en place de moyens spécifiques des quartiers prioritaires.

CONVENTION D'UTILISATION DE L'ABATTEMENT TFPB

Une convention d'utilisation

Un programme d'actions détaillées, chiffrées et spécifiques par bailleur et par QPV

↳ Programme annuel, ajustable et évaluable

TITRE 2 : Intégration dans le contrat de ville

Ce cadre partenarial, signé entre l'Etat, la collectivité (Communauté d'Agglomération Flers Agglo) et les organismes d'habitat social présents sur le territoire (Orne Habitat et Logissia), permet de rappeler les enjeux et les objectifs partagés pour le renforcement durable de la démarche de Gestion Urbaine de Proximité (GUP) sur les quartiers politique de la ville.

Ainsi, ce cadre partenarial ou convention d'utilisation de l'abattement de TFPB s'inscrit dans le cadre du Contrat de Ville (signé le 3 juillet 2015) et en constitue une annexe. Il est complété par les programmes d'actions des bailleurs élaborés pour chaque QPV.

Le présent document constitue, d'une part, le cadre d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi des programmes d'actions et, d'autre part, le prolongement de démarches engagées sur les quartiers prioritaires telles que :

- **Le Contrat de Ville**
- **La Convention de Gestion Urbaine de Proximité**
- **Le PNRU de Saint Sauveur qui a conduit à la signature d'une convention de GUP**
- **Le NPRU qui a été engagé en juillet 2020 sur Saint Michel**
- **Les Conventions d'Utilité Sociale (CUS) des bailleurs sociaux.**

Contrat de Ville

(Saint Sauveur - Saint Michel)

☐

☐ Convention d'Utilité Sociale

☐ Gestion Urbaine de Proximité

☐ Convention d'application de l'abattement de la TFPB

NPRU

(Saint Michel)

☐

☐ CUS

☐ GUP

☐ Convention d'application de l'abattement de la TFPB

Les contreparties à l'abattement de la TFPB sont définies par un cadre national, à décliner localement, qui fixe :

- **La méthode d'identification des moyens de gestion de « droit commun »**
- **Le champ d'utilisation de l'abattement**
- **La méthode d'élaboration de la convention d'utilisation / programmes d'actions**
- **Les modalités de suivi et d'évaluation**

Si le dispositif d'abattement de la TFPB doit se concentrer sur les QPV, il doit également concerner les actions contribuant réellement à l'amélioration de la qualité de service aux locataires.

Les actions à retenir doivent soutenir les objectifs de qualité de cadre de vie, de cohésion sociale et de développement social.

TITRE 3 : Déclinaison locale du cadre national

Les champs d'utilisation visés par la convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB sont les suivants :

- L'organisation d'une présence de proximité adaptée au fonctionnement social du quartier et le soutien aux personnels de proximité dans leur gestion des spécificités du patrimoine et des besoins des locataires
- L'adaptation des modes et des rythmes d'entretien et de maintenance aux usages et « modes d'habiter »
- Les petits travaux d'amélioration du cadre de vie
- Les actions contribuant à la tranquillité résidentielle
- Les actions de cohésion sociale permettant le développement du «vivre ensemble», de la «concertation»

Chaque bailleur social, bénéficiaire de l'abattement de TFPB, doit identifier deux grands types d'actions d'amélioration du cadre de vie :

- les actions de droit commun relevant de la gestion classique du bailleur mais qui font l'objet de moyens renforcés sur les QPV
- des actions spécifiques aux quartiers pour soutenir les objectifs de qualité de cadre de vie, de cohésion sociale et de développement social

Les actions faisant l'objet de l'abattement ne doivent pas conduire à une augmentation de loyer ou de charges pour le locataire. Le programme d'actions est déterminé au regard du diagnostic et des dysfonctionnements identifiés par le bailleur.

Il convient d'identifier le patrimoine concerné dans les QPV de Flers Agglo :

Quartier	Bailleur social	Nombre de logements pouvant bénéficier de l'abattement de la TFPB
Saint Sauveur	Orne Habitat	434
	Logissia	345
	Total	779

Quartier	Bailleur social	Nombre de logements pouvant bénéficier de l'abattement de la TFPB
Saint Michel	Orne Habitat	230
	Logissia	288
	Total	518

Total	1 297
-------	-------

TITRE 4 : Résultats du diagnostic

Pour assurer le bon fonctionnement des quartiers, en fonction des situations urbaines et sociales, les actions relevant de l'abattement de la TFPB doivent soutenir les objectifs de qualité de cadre de vie, de cohésion sociale et de développement social.

Ainsi plusieurs démarches participatives à vocation de diagnostic ont pu être réalisées sur les deux QPV du territoire depuis la première convention d'utilisation de l'abattement de TFPB :

- **dans le cadre du renouvellement urbain de Saint Michel, des tables rondes avec les actifs (commerçants, travailleurs sociaux, bailleurs...) ainsi que des temps d'échanges avec les acteurs de terrain (animateurs, associations, directeurs d'écoles...) ont été mis en place de septembre 2015 à janvier 2016. Ces deux démarches ont été complétées par trois ateliers de concertation en mars 2016 sur les thèmes des espaces publics, de la vie de quartier et des scénarii exploratoires. Enfin, un atelier jeunesse a également été mis en place auprès des élèves du collège J. Monnet.**
- **dans le cadre du renouvellement urbain de Saint Michel, la société HTC a mené une étude sur la stratégie de l'habitat des QPV basée sur une analyse à la fois quantitative (statistiques) et qualitative (diagnostics en marchant sur les QPV avec les acteurs du territoire). Ces diagnostics en marchant ont été réalisés les 23/07/18 (Saint Michel) et 24/07/18 (Saint Sauveur). Ils ont permis de mesurer le niveau d'attractivité des QPV à partir d'un ensemble d'indicateurs (image, accès aux transports, aux commerces, aux équipements, insertion urbaine...) renseignés secteur/secteur, avec une notation de 1 à 5 pour chaque thématique.**
- **dans le cadre de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de Flers Agglo (STSPD), en lien avec la précédente convention cadre d'utilisation de l'abattement de TFPB (2016/2018) et le Contrat de Ville, des marches exploratoires ont été initiées par le CIDFF avec l'appui du responsable prévention et GUP de Flers Agglo. Ces marches se sont déroulées le 11/06/18 à Saint Michel et le 12/06/18 à Saint Sauveur. Elles ont mobilisé le Conseil Citoyen ainsi que les habitant(e)s qui ont effectué un diagnostic basé sur un carnet reprenant diverses thématiques (signalisation, éclairage, entretien, gestion des déchets et encombrants, aménagements, fréquentation, sécurité et place des femmes).**
- **dans le cadre du NPRU, de nouveaux ateliers participatifs ont été organisés avec les habitants en mai et juin 2021 afin de définir les « ambiances urbaines » à promouvoir sur la future place urbaine, la rue du mont Saint-Michel et la plaine sportive.**

Il convient donc de distinguer la situation du quartier Saint Sauveur qui est un site rénové, de celle du quartier Saint Michel qui est en cours de rénovation.

1. Quartier Saint Sauveur

Dans le cadre du NPRU 1, de nombreux travaux engagés depuis la signature de la convention pluriannuelle de rénovation urbaine, ont permis de changer durablement le quartier Saint Sauveur. Les principaux éléments d'évolution ont été soulignés au sein de la première convention cadre de l'abattement de TFPB (2016/2018). Toutefois, les

démarches de diagnostic mentionnées ci-dessus permettent de rappeler un certain nombre de besoins observés dans le champ de la GUP et pouvant être suivis, en partie, dans le cadre de la convention d'utilisation de l'abattement de TFPB du territoire.

La démarche de diagnostic qualitatif engagée par la société HTC sur le quartier Saint Sauveur a permis de relever les points suivants :

- Le quartier présente à la fois une occupation et un patrimoine dits « fragiles », toutefois dans une moindre proportion que le quartier Saint Michel
- Enjeu de « déspecialisation » du quartier présentant des fragilités plus sociales (paupérisation, éloignement de l'emploi...), que patrimoniales (bâti vétuste et énergivore, bas loyer, typologies inadaptées à la demande)

De manière complémentaire, la marche exploratoire réalisée sur le quartier, a permis aux habitant(e)s de relever un certain nombre de besoins. De manière générale et avant la marche en question, les habitant(e)s ont précisé que « le quartier est globalement agréable et a beaucoup changé », « les aménagements sont bien pensés » mais ils relèvent également un manque d'entretien des espaces verts principalement en cœur d'îlot ainsi qu'un manque de propreté et de civisme quant à l'utilisation des points d'apports volontaires. Dans le détail et lors de la marche, les besoins repérés sont :

Entretien et maintenance	Renforcer l'entretien des espaces verts (pelouses + tailles arbres et haies)
	Renforcer l'entretien des parties communes (suivi des prestations extérieures)
	Remplacer le mobilier urbain cassé
	Renforcer le suivi des dégradations et dysfonctionnements (éclairage / badges...)
	Maintien de la qualité paysagère (haies, arbres, prairies fleuries...)
Petits travaux d'amélioration de la qualité de service	Uniformiser les traitements des cheminements (en lien avec la collectivité)
	Faciliter l'accès à certains immeubles (déménagements / secours)
	Ajouter du mobilier urbain (bancs / jeux / espaces de convivialité / poubelles / jardinières fleuries...)
	Empêcher l'accès aux cheminements et espaces verts des véhicules (potelets...)
Gestion des déchets et encombrants	Renforcer le ramassage des détritux
	Action d'upcycling / ateliers en lien avec les partenaires locaux / bourse d'échanges
	Aménager des espaces pour la dépose et la collecte des encombrants
Concertation /sensibilisation des locataires	Organiser des réunions thématiques / temps d'échanges avec les locataires et les élus de Fiers Agglo (entretien espaces verts, entretien des parties communes, mobilier urbain, programmes de rénovation...)
	Action de sensibilisation des locataires (gestion tri et encombrants) en lien avec le SIRTOM
Animation / Lien social / Vivre ensemble	Soutenir les actions d'animations sur les QPV (notamment en cœur d'îlots)
	Soutenir la démarche de diagnostic via la reconduction des marches exploratoires (hiver)
Tranquillité résidentielle	Renforcer la présence et la visibilité de la police nationale sur le quartier

Enfin, ces éléments de diagnostic peuvent être utilement complétés par les observations et les demandes formulées par le Conseil Citoyens lors de ses réunions du Conseil d'Administration :

- Sécurité / tranquillité résidentielle : rodéos automobiles / motos et vitesses excessives, squats dans les caves et parties communes
- Entretien : entretien différent des espaces verts entre les bailleurs

2. Quartier Saint Michel

Comme évoqué en préambule de l'article 4 de la présente convention, plusieurs démarches ont pu être initiées dans la cadre du NPRU. Il conviendra ici de s'attacher à en formuler les principales conclusions en complément des éléments de diagnostics qui avaient été listés au sein de la première convention cadre de l'abattement de TFPB (2016/2018).

De septembre 2015 à mars 2016, des tables rondes avec les actifs, des temps d'échanges avec les acteurs de terrain, trois ateliers de concertation ainsi qu'un atelier jeunesse ont été mis en place. Les éléments remontés par les acteurs et les habitants se basent sur :

- Des déconstructions**
- Un regroupement des commerces et des services**
- Des liaisons entre les différentes polarités du quartier**
- Des plateaux sur les chaussées afin d'apaiser les traversées**
- Une programmation de jeux et d'espaces de convivialité**

Ces éléments permettent de noter l'existence d'enjeux forts en termes de dédensification, d'aménagements, de réintégration des acteurs du quartier (AIFR par exemple...) et de citoyenneté afin de susciter l'envie de s'impliquer dans son quartier.

Par ailleurs, dans le cas de l'étude, menée par la société HTC, sur la stratégie de l'habitat des QPV et basée sur une analyse à la fois quantitative et qualitative, les partenaires ont pu faire état de leur vision de l'attractivité du quartier Saint Michel. Il en ressort :

- Quartier présentant à la fois une occupation et un patrimoine dits « fragiles » supérieurs à la moyenne de Flers agglo**
- Certains secteurs caractérisés par une densité architecturale (Pierres Précieuses, Hommes Célèbres)**
- Des difficultés de gestion liées à l'importance des espaces extérieurs à gérer pour les bailleurs**
- Des dégradations concentrées sur les secteurs Pierres Précieuses, Hommes célèbres et Rolland Garros**
- Des parties communes défraîchies sur le secteur Béguinière**
- Un enjeu de « déspecialisation » du quartier présentant à la fois des fragilités sociales (paupérisation, éloignement de l'emploi...) et patrimoniales (bâti vétuste et énergivore, bas loyer, typologies inadaptées à la demande)**

Enfin, de manière complémentaire, la marche exploratoire réalisée sur le quartier, a permis aux habitant(e)s de relever un certain nombre de besoins. De manière générale et avant la marche en question, les habitant(e)s ont précisé que le quartier était « étouffant », qu'il manquait de clarté, qu'il faisait l'objet de beaucoup de casse (abribus, vitres des portes d'immeubles, boîtes aux lettres...). Ils considéraient le quartier comme « très sale » (sacs d'ordures ménagères, détritrus, mégots...) et qu'il « laissait à désirer

question propreté de l'environnement ». Dans le détail et lors de la marche, les besoins repérés ont été :

Entretien et maintenance	Renforcer l'entretien des espaces verts (pelouses + tailles arbres et haies)
	Entretenir le cours d'eau situé en bordure du quartier
	Remplacer le grillage empêchant l'accès au cours d'eau
	Renforcer l'entretien des parties communes (suivi des prestations extérieures)
	Remplacer le mobilier urbain cassé
	Renforcer le suivi des dégradations et dysfonctionnements (éclairage / badges)
	Matérialisation des emplacements réservés PMR (peinture au sol + panneau)
	Niveler le revêtement des cheminements (limiter les chutes)
	Entretenir les canisites pour leur rendre leur fonction
	Actualiser le plan du quartier affiché à l'extérieur de la maison d'activités
Petits travaux d'amélioration de la qualité de service	Faciliter l'accès à certains immeubles (déménagements / secours)
	Ajouter du mobilier urbain (bancs / jeux / espaces de convivialité / poubelles / jardinières fleuries / pergolas...)
	Eclairer et moduler l'éclairage du citystade
	Empêcher l'accès aux espaces verts des véhicules (potelets...) > Goussin
	Sécurisation des voiries de desserte (signalisation / aménagement...) > Oiseaux / Goussin
	Renforcer l'éclairage sur certains îlots > Centre commercial, Foucault, Ecole des Oisillons...
	Renforcer la visibilité des passages piétons (éclairage...)
	Développer la signalétique (centre commercial + services + équipements)
	Modifier le sens d'ouverture des portes de halls ou multiplier les aimants
	Développer les pistes cyclables
	Développer les parkings à vélos (centre commercial, maison d'activités, dojo...)
	Retravailler les cheminements entre les îlots
Gestion des déchets et encombrants	Renforcer le ramassage des détritrus
	Action d'upcycling / ateliers en lien avec les partenaires locaux / bourse d'échanges
	Aménager des espaces pour la dépose et la collecte des encombrants
Concertation /sensibilisation des locataires	Organiser des réunions thématiques / temps d'échanges avec les locataires et les élus de Fiers Agglo (entretien espaces verts, entretien des parties communes, mobilier urbain, programmes de rénovation...)
	Action de sensibilisation des locataires (gestion tri et encombrants) en lien avec SIRTOM
	Action de sensibilisation auprès des locataires sur les déjections canines
Animation / Lien social / vivre ensemble	Soutenir les actions d'animations sur le quartier
	Soutenir la démarche de diagnostic via la reconduction des marches exploratoires (hiver)
	Impliquer les jeunes dans le cadre des animations et des actions du quartier
Tranquillité résidentielle	Renforcer la présence à pied de la police municipale sur le quartier

De plus, ces éléments de diagnostic peuvent être utilement complémentés par les observations et les demandes formulées par le Conseil Citoyens lors de ses réunions du Conseil d'Administration :

- **Sécurité / tranquillité résidentielle : rodéos automobiles / motos et vitesses excessives, squats dans les caves et parties communes, incivilités des usagers du snack**
- **Gestion des déchets et encombrants : absence d'information des habitants lors des modifications des collectes d'ordures ménagères**
- **Entretien : entretien différent des espaces verts entre les bailleurs**

- **Renouvellement urbain : nécessité de dédensifier le quartier, manque d'information d'un bailleur social sur les réhabilitations, les déconstructions ainsi que les relogements, interrogations quant aux retards de la démarche de renouvellement**

Le « Point Infos Habitants » (ouvert tous les 1^{er} et 3^{ème} mercredis matins de chaque mois) permet également de collecter les doléances des membres du Conseil Citoyens, des habitants ou des commerçants :

- **Sécurité / tranquillité résidentielle : squats réguliers devant le bureau de tabac**
- **Gestion des déchets et encombrants : dépôts sauvages de sacs d'ordures ménagères**

La convention de GUP va permettre d'agir sur les divers champs déjà exposés afin d'assurer un bon fonctionnement du quartier.

A la question de l'aménagement paysager, s'ajoute celle de l'appropriation et des usages. Une réflexion a été menée dans les démarches mentionnées ci-dessus en lien avec les habitants, sur les fonctions et les ambiances des espaces extérieurs. La reconquête du quartier par les habitants passera à la fois par la bonne appropriation de la cellule du logement, mais également par celle des espaces extérieurs communs.

D'autre part, les questions de gestion et d'entretien de ces espaces devront être anticipées. De manière générale sur le quartier, la question des limites et du statut des espaces devra être traitée et clarifiée avant la fin de la rénovation du quartier. Un travail de rationalisation du foncier sera à mener entre la ville et les bailleurs. Ce travail permettra de réfléchir à un nouvel usage des espaces extérieurs, de clarifier les questions d'entretien, de gestion des déchets, de statut des pieds d'immeubles... Ces points seront abordés et travaillés dans le cadre de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain.

Les champs d'intervention prioritaires finalement retenus pour les programmes d'actions sont :

- **Sur-entretien / Gestion des déchets et des encombrants**
- **Concertation / sensibilisation des locataires**
- **Animation / Lien social / Vivre ensemble**
- **Tranquillité résidentielle**

TITRE 5 : Objectifs et moyens à mettre en œuvre

1. Quartier Saint Sauveur

La situation du quartier Saint Sauveur a fortement évolué et a fait l'objet d'une amélioration de la vie urbaine dans le cadre du PNRU. Néanmoins, la mobilisation de moyens complémentaires adaptés à la diversité et à l'évolution de ce quartier, sera déployée sur ce secteur d'habitat afin de maintenir voire renforcer la qualité de service.

Les programmes d'actions définis feront l'objet de points d'étape (suivi et évaluation) avec les membres du Conseil Citoyens et les représentants des locataires (CLCV, Indecosa CGT, AFOC). La production des résultats sera communiquée annuellement aux signataires du Contrat de Ville.

2. Quartier Saint Michel

Concernant le quartier Saint Michel, le NPRU qui est en cours, va permettre de transformer durablement le quartier. En effet, afin de ne pas accroître le phénomène de paupérisation de certains secteurs, il semble important de travailler en lien avec d'autres secteurs mutables de l'intercommunalité pour pouvoir reconstituer l'offre au regard des déconstructions retenues.

Les programmes d'actions définis feront l'objet de points d'étape (suivi et évaluation) avec les membres du Conseil Citoyens et les représentants des locataires (CLCV, Indecosa CGT, AFOC). La production des résultats sera communiquée annuellement aux signataires du Contrat de Ville.

TITRE 6: Conventions d'utilisation de l'abattement de la TFPB

L'abattement de 30 % sur la base d'imposition de la TFPB pour les logements sociaux situés sur les QPV de Flers, permet aux bailleurs sociaux de compenser partiellement les surcoûts de gestion liés aux besoins spécifiques des quartiers. L'adaptation de ce dispositif au cadre renouvelé de la politique de la ville repose sur :

- la définition d'un programme d'actions articulé avec les démarches de GUP portées par l'Agglomération de Flers
- un bilan annuel précis des actions réalisées
- l'implication des locataires dans le choix des actions et la mesure de la satisfaction

Quatre programmes d'actions, annexés à ce présent document, vont être établis pour les deux quartiers prioritaires.

➤ Suivi, bilan, évolution et évaluation

Suivi, bilan et évaluation :

La consolidation des actions entreprises par quartier s'opérera au moyen de tableaux de suivi prévu par le cadre national. Le bailleur transmettra annuellement à Flers Agglo le tableau de bord et de suivi conformément à ce cadre national afin de mesurer la notion de « **renforcement** » des moyens (indicateur financier permettant de comparer l'intervention renforcée sur les QPV par rapport à celle prévue sur l'ensemble du patrimoine des bailleurs hors QPV – exemple 1 ci-dessous).

Exemple 1 : indicateurs de gestion par quartier prioritaire de la politique de la ville afin de mesurer l'intervention renforcée

Actions de gestion	Indicateurs	Hors QPV	QPV
Entrée des lieux	Coût moyen de remise en état (par an/logement)		
Nettoyage des parties communes et des abords	Coût moyen annuel par logement		
Personnel de proximité	Coût annuel calculé au prorata du temps passé		

Les bailleurs devront également fournir le tableau de bord des actions réalisées, l'état d'avancement avec une analyse détaillée expliquant les causes de la non réalisation, du retard éventuel ou report des actions.

Exemple : indicateurs de suivi des actions TFPB par quartier prioritaire de la politique de la ville

Axe/objectif	Action	Echéance	Etat d'avancement				Causes du retard ou du report	Commentaire
			1	2	3	4		
Renforcement de la présence du Personnel de proximité								

Action = 1 : terminée ; 2 : en cours ; 3 non démarrée ; 4 Non renseignée

Le bilan annuel quantitatif et qualitatif de chaque bailleur doit être transmis aux partenaires et aux services de l'Etat au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

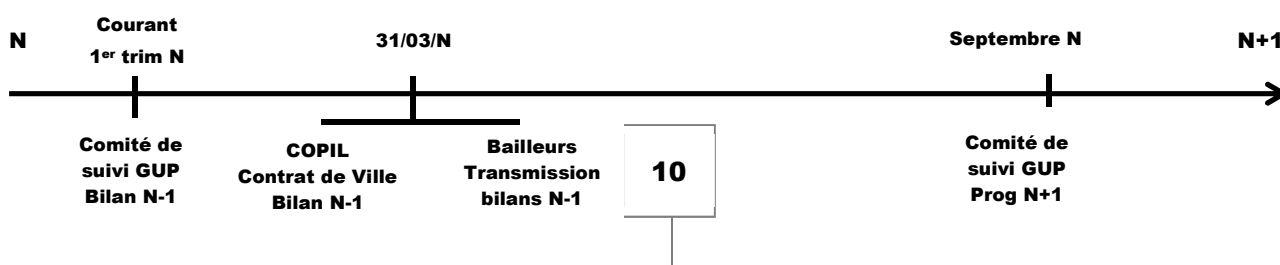
Des enquêtes de satisfaction par quartier pourront être menées selon des modalités et une périodicité définie avec les bailleurs sociaux. Elles pourront être effectuées en inter-bailleurs et en articulation avec la GUP.

Pour mesurer l'efficacité et l'efficience des actions définies annuellement, un « Comité de suivi GUP » sera constitué par les représentants des signataires du présent document, ainsi que des partenaires suivants:

- Mr le Préfet et / ou Mme la Sous-Préfète et / ou la Secrétaire Générale et / ou la Déléguée au Préfet à la Politique de la Ville
- DDETSP
- DDT
- Conseils Citoyens
- Régie des Quartiers Arc-en-Ciel
- Associations de locataires (CLCV, Indecosa CGT, AFOC)

Le bilan ainsi que les outils élaborés seront présentés aux membres du Comité de pilotage du Contrat de Ville (voir la convention cadre). En effet, il ne s'agit pas de démultiplier les instances mais bien de maintenir une cohérence entre toutes les politiques publiques mobilisées sur ces territoires et de disposer d'une vision globale « du vécu sur ces quartiers ».

Le schéma ci-dessous permettra de faciliter la compréhension du fonctionnement et de l'organisation de ces différentes instances :



➤ Pilotage

Comme indiqué ci-dessus, le **Comité de pilotage stratégique du Contrat de Ville** aura pour rôle de suivre et d'évaluer les actions retenues au titre de la convention d'utilisation de l'abattement de TFPB. Il est constitué des signataires principaux listés ci-dessous, soit :

- **Le Préfet de l'Orne ou son représentant**
- **Le Président du Conseil Régional de Basse-Normandie ou son représentant**
- **Le Président du Conseil Départemental de l'Orne ou son représentant**
- **Le Président de la Communauté d'Agglomération Flers Agglo ou son représentant**
- **Le Directeur Territorial de la Banque des Territoires ou son représentant**
- **La Directrice de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Orne ou son représentant**
- **Le Président d'Orne Habitat ou son représentant**
- **Le Président de Logissia ou son représentant**
- **Le Maire de la Ville de Flers ou son représentant**

Le « **comité de suivi GUP** », composé des signataires du présent cadre partenarial, aura pour rôle d'analyser et évaluer le programme d'actions, d'organiser les diagnostics en marchant, de proposer des enquêtes de satisfaction menées par les bailleurs ou les autres signataires du présent document. Les représentants du Conseil Citoyens seront associés à ce « **comité de suivi GUP** ».

L'animation territoriale du Contrat de Ville étant confiée à la Direction du Développement social Local de Flers Agglo par l'intermédiaire de son directeur, le référent qui aura en charge le suivi de ce cadre partenarial, sera le « **Coordonnateur Prévention de la Délinquance - Tranquillité Publique** ».

La Direction de la Rénovation Urbaine sera associée au suivi de ce travail afin de faire le lien avec la démarche de renouvellement urbain engagée sur le quartier Saint Michel.

Le Vice-Président chargé de la Cohésion Sociale sera l'élu référent pour le compte de la Communauté d'Agglomération Flers Agglo.

Fait à Flers le,

<p>Le Préfet</p> <p>Sébastien JALLET</p>	<p>Le Président de Flers Agglo</p> <p>Yves GOASDOUÉ</p>
<p>Le Directeur Général d'Orne Habitat</p> <p>Christophe BOUSCAUD</p>	<p>Le Directeur Général de Logissia</p> <p>Stéphane AULERT</p>